

**Convention collective**

**IDCC : 8414. – EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES ET DE SERRES  
(Meurthe-et-Moselle et Moselle)  
(22 février 1972)**

(Etendue par arrêté du 8 mars 1973,  
*Journal officiel* du 25 avril 1973)

---

**AVENANT N° 73 DU 22 JANVIER 2013**

NOR : AGRS1397100M  
IDCC : 8414

---

Entre :

Le syndicat des maraîchers de Meurthe-et-Moselle ;

Le syndicat des maraîchers de Moselle,

D'une part, et

Les UD CFDT de Meurthe-et-Moselle et de Moselle ;

L'UR des syndicats FO ;

L'UR des syndicats CFTC ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Dans le cadre de l'harmonisation régionale des cinq conventions collectives des exploitations maraîchères, d'horticulture, de pépinières et de serres, existantes en Lorraine, les critères de calcul de la prime d'ancienneté sont modifiés.

De ce fait, l'article 19 « Primes accessoires du salaire » est abrogé et remplacé par :

« Article 19

*Prime d'ancienneté*

Une prime d'ancienneté, dont le caractère est obligatoire, est attribuée aux salariés « Ouvriers » et versée mensuellement.

Cette prime est calculée sur le salaire brut mensuel de base, quelle que soit la situation du salarié (à temps complet ou à temps partiel) dans le même établissement.

Elle correspond à :

- 2 % de 4 ans à 6 ans inclus ;
- 3 % de 7 ans à 9 ans inclus ;
- 4 % de 10 ans à 12 ans inclus ;
- 5 % de 13 ans à 15 ans inclus ;

- 6 % de 16 ans à 24 ans inclus ;
- 7 % à partir de 25 ans.

N'interrompent pas la durée des services continus les :

- périodes de chômage occasionné par les intempéries ;
- congés de maternité ;
- interruptions de contrat du fait de l'employeur ;
- maladies professionnelles et accidents du travail ;
- congés payés.

Cas particuliers :

- congé maladie : en cas de congés maladie, à compter du 6<sup>e</sup> mois d'absence, l'ancienneté n'évoluera plus jusqu'à la reprise du travail ;
- apprentissage : les années passées dans l'établissement en contrat d'apprentissage seront prises en considération pour le calcul du nombre d'années donnant droit à la prime d'ancienneté. »

## **Article 2**

Les salariés qui perçoivent actuellement un montant de prime d'ancienneté supérieur à ces nouvelles dispositions continuent à le percevoir mensuellement au titre des avantages individuellement acquis.

Les nouvelles dispositions s'appliqueront dès lors qu'elles seront plus favorables.

## **Article 3**

Il est créé un article 19 *bis*. Cet article est applicable, dans l'immédiat, selon les modalités fixées dans la convention, à savoir :

« Article 19 *bis*

*Prime de panier*

« Le salarié ou l'apprenti appelé à effectuer des travaux sur un chantier plus éloigné de son domicile que le lieu habituel de son travail et qui, de ce fait, se trouve dans l'impossibilité de prendre à son foyer son repas de midi, a droit à une indemnité dite « de panier » égale à une heure du coefficient 130, à moins qu'il ne soit nourri par l'employeur. »

## **Article 4**

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> février 2013.

## **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale 57 de la DIRECCTE Lorraine, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours à compter de la signature.

Fait à Laxou, le 22 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)